

## DOMAINE « SANTÉ PUBLIQUE, SANTÉ ANIMALE ET VÉGÉTALE »

### SOUS-DOMAINE « SANTÉ - PRODUCTIONS ANIMALES »

#### FICHE SANTÉ ANIMAUX IV

## IDENTIFICATION ET ENREGISTREMENT DES ANIMAUX

### Quel est l'objectif ?

L'identification pérenne généralisée (IPG), mise en place dès 1978 en France, a pour objectif de garantir une véritable traçabilité des animaux<sup>1</sup>. Cette traçabilité est indispensable pour lutter efficacement contre les maladies animales, garantir la sécurité sanitaire des aliments et maintenir la confiance des consommateurs dans la viande d'origine française et communautaire. L'éleveur est ainsi l'acteur principal du premier maillon de la traçabilité des denrées en vue de l'étiquetage.

### Qui est concerné ?

Tous les éleveurs de bovins, de porcins, d'ovins ou de caprins (qu'ils bénéficient ou non d'aides animales et/ou d'autres aides de la PAC), et en particulier les exploitants demandeurs d'aides soumises à la conditionnalité<sup>2</sup>, sont tenus de respecter l'ensemble des règles régissant l'identification et l'enregistrement des animaux.

### Que vérifie-t-on ?

Le système d'identification des animaux repose en particulier sur les éléments suivants :

- le marquage individuel des animaux ;
- la tenue du registre ;
- les documents d'accompagnement des animaux (passeport pour les bovins, document de chargement / déchargement pour les porcins, document de circulation pour les ovins et caprins) ;
- la notification des mouvements à la base de données nationale.

Les agents sont habilités à vérifier les documents devant être conservés par les éleveurs pour les années antérieures à celle du contrôle, mais seules les anomalies constatées sur les douze mois qui précèdent le contrôle (sauf mention particulière dans la grille) sont retenues au titre de la conditionnalité.

La réglementation stipule que les contrôles doivent être inopinés. Toutefois, pour des raisons pratiques, l'éleveur peut être averti 48 heures avant le contrôle. L'éleveur doit assurer la contention des animaux durant le contrôle.

## A] - L'identification des bovins

Les règles à respecter au titre de la conditionnalité sont réparties en quatre grands thèmes :

- l'identification individuelle des animaux, à savoir principalement l'apposition aux deux oreilles d'une marque auriculaire plastique agréée de couleur saumon comportant 10 chiffres précédés du code pays. L'éleveur identifie lui-même les animaux nés sur son exploitation dans un délai maximum de 20 jours après la naissance. Il notifie à l'EdE toute constatation de perte de marque auriculaire. Ce numéro d'identification doit être conservé par l'animal toute sa vie ;
- la tenue du registre, avec notamment l'indication de toutes les entrées et sorties d'animaux de l'exploitation (achats, ventes, naissances, équarrissage, ...)

- les notifications de mouvement des animaux (un mouvement correspond à la naissance, une entrée, une sortie ou la mort d'un animal d'une exploitation). L'éleveur doit notifier chaque mouvement à l'EdE dans un délai de 7 jours maximum, la naissance étant notifiée dans un délai de 7 jours maximum après l'apposition des marques auriculaires (soit dans un délai maximum de 27 jours après la naissance) ;
- les documents d'accompagnement. Aucun bovin ne doit circuler sans passeport correctement renseigné, en particulier en ce qui concerne ses mouvements successifs qui doivent figurer au verso.

### Que vérifie-t-on ?

Lors du contrôle sur place, il est vérifié le respect de la réglementation relative à l'IPG sur les douze mois qui précèdent le contrôle (sauf la vérification du respect du délai de notification de mouvement des animaux qui s'établit à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours).

*Conditions et délai de remise en conformité des anomalies prises en compte dans le cadre du système d'avertissement précoce (rappel : aucune réduction n'est appliquée pour ces anomalies, sauf en cas de nouveau contrôle réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial établissant l'absence de réalisation d'une action corrective dans les délais prescrits)*

Lorsque la non-conformité « Animaux de plus de 20 jours sans marque auriculaire agréée, et ce pour un animal ou deux animaux de sexe, de type racial ou de tranche d'âge différents, sans perte de traçabilité » est constatée, les conditions de remise en conformité seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, lorsque l'exploitant aura, en présence du contrôleur (lors du contrôle initial), commandé une visite de l'EdE (par informatique, par fax, par téléphone ou par un courrier timbré remis au contrôleur) pour que l'EdE vérifie le maintien de la traçabilité, et si tel est le cas, réalise la pose de deux boucles de remplacement à l'identique.

Lorsque la non-conformité « Animaux de plus de 20 jours avec une boucle manquante ou illisible (ou deux boucles illisibles sans perte de traçabilité), sans que l'EdE n'ait été prévenu, et ce pour moins de 10 % des animaux et/ou moins de 3 animaux » est constatée, les conditions de remise en conformité seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, lorsque l'exploitant aura, en présence du contrôleur (lors du contrôle initial) :

- dans le cas d'une boucle manquante ou illisible, posé une boucle de remplacement ou commandé (par informatique, par fax, par téléphone ou par un courrier timbré remis au contrôleur) une boucle de remplacement à l'identique,
- dans le cas de deux boucles illisibles sans perte de traçabilité, commandé une visite de l'EdE (par informatique, par fax, par téléphone ou par un courrier timbré remis au contrôleur) pour que l'EdE réalise la pose de deux boucles de remplacement à l'identique.

<sup>1</sup> Directive 2008/71/CE du Conseil du 15 juillet 2008 articles 3, 4 et 5 - Règlement (CE) n°1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 articles 4 et 7 Règlement (CE) n°21/2004 du Conseil du 17 décembre 2003 articles 3, 4 et 5

<sup>2</sup> Les aides soumises à la conditionnalité couvrent les paiements directs au titre du règlement (UE) n° 1307/2013 (paiement de base, paiement redistributif, paiement au titre du verdissement, paiement pour les jeunes agriculteurs, soutiens couplés facultatifs), les paiements au titre des articles 46 et 47 du règlement (UE) n° 1308/2013 (restructuration et reconversion des vignobles, vendange en vert) et les primes annuelles en vertu de l'article 21, paragraphe 1, points a) et b), des articles 28 à 31, et des articles 33 et 34, du règlement (UE) n° 1305/2013 (aide au boisement et à la création de surfaces boisées, aide pour la mise en place de systèmes agroforestiers, mesures agroenvironnementales et climatiques, soutien à l'agriculture biologique, paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau, paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques, paiements en faveur du bien-être des animaux, aides correspondant à des engagements forestiers, environnementaux et climatiques).

Lorsque la non-conformité « Marque de re-bouclage non posée par le détenteur dans les délais, et ce pour moins de 10 boucles » est constatée, la remise en conformité est concrètement impossible au regard de la nature de l'anomalie. Dans ce cas particulier, les conditions de remise en conformité seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé au cours de l'une des deux années suivant l'année du constat d'anomalie dans le cadre du système d'avertissement précoce, lorsque l'anomalie « Marque de re-bouclage non posée par le détenteur dans les délais » n'est pas constatée à nouveau.

Lorsque la non-conformité « Marque de re-bouclage commandée pour un animal ne présentant aucun défaut d'identification » est constatée, les conditions de remise en conformité seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, lorsque l'exploitant aura, dans un délai de 14 jours maximum après le contrôle initial :

- remis au contrôleur la (les) marque(s) de rebouclage si elle est (sont) présente(s) sur l'exploitation,
- ou contacté l'EDE pour invalider la commande et, lorsque l'action corrective n'aura pas été réalisée en présence du contrôleur, transmis une attestation à l'organisme de contrôle,
- ou transmis à l'organisme de contrôle, lorsque la commande ne peut pas être invalidée par l'EDE, la (les) marque(s) de rebouclage.

Lorsque la non-conformité « Absence de notification de mouvement (ou de naissance) constatée le jour du contrôle alors que plus de 7 jours (27 jours pour les naissances) se sont écoulés depuis l'événement, et ce pour moins de 10 % des animaux et/ou moins de 3 animaux » est constatée, l'action corrective consiste à ce que l'exploitant, en présence du contrôleur (lors du contrôle initial) :

- réalise la notification des mouvements auprès de l'EdE (une estimation de l'âge de l'animal est effectuée pour les cas de naissance) par voie informatique ou par fax,
- ou à défaut, remplisse une notification de mouvement papier et contacte immédiatement l'EdE pour lui communiquer le numéro du folio qu'il s'engage à lui adresser le jour même,
- ou à défaut, dans le cas où l'EdE ne peut être joint, remette la notification dans une enveloppe timbrée au contrôleur afin que ce dernier la poste.

Les conditions de remise en conformité immédiate de cette non-conformité seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, lorsqu'il sera établi que l'action corrective avait effectivement été réalisée en présence du contrôleur lors du contrôle initial (ou avant le contrôle dans le cas d'un mouvement notifié hors délai entre le préavis et la réalisation du contrôle) et que la date de mouvement notifiée correspond à la date réelle du mouvement sur la base d'un justificatif (pas de justificatif attendu pour les naissances et les mises en pension). En revanche, en l'absence de justificatif ou si la date de mouvement notifiée ne correspond pas au justificatif, l'anomalie sera retenue.

Lorsque la non-conformité « Dépassement du délai de notification de mouvement réglementaire, et ce pour moins de 6 mouvements et/ou moins de 5 % des mouvements » est constatée, la remise en conformité est concrètement impossible au regard de la nature de l'anomalie. Dans ce cas particulier, les conditions de remise en conformité seront considérées remplies dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé au cours de l'une des deux années suivant l'année du constat d'anomalie dans le cadre du système d'avertissement précoce lorsque l'anomalie « Dépassement du délai de notification de mouvement réglementaire » n'est pas constatée à nouveau.

Lorsque l'une des 3 non-conformités

- « Passeport absent mais animal physiquement présent (sauf édition ou réédition ou duplicata en cours), et ce pour moins de 10 % des animaux et/ou moins de 3 animaux »
- ou « Numéro d'identification ou autre information illisible sans demande de réédition et ce pour moins de 10 % des animaux et/ou moins de 3 animaux »
- ou « Incohérence entre les données du passeport et l'animal pour moins de 5 % des animaux »

est constatée, les conditions de remise en conformité seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, lorsque l'exploitant aura, dans un délai d'un mois maximum après le contrôle initial, obtenu une édition ou une réédition de passeport (la preuve de remise en conformité sera la transmission dans le délai imparti d'une copie du passeport à l'organisme de contrôle) ou à défaut se sera assuré auprès de l'EdE de l'enregistrement de sa demande en BDNI .

## GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - « IDENTIFICATION ET ENREGISTREMENT DES BOVINS »

Points de contrôle	Anomalies	Système d'avertissement précoce		Réduction
		Applicable ?	Délai de remise en conformité	
Marquage des animaux	Animaux de plus de 20 jours sans marque auriculaire agréée (ou avec deux marques illisibles et perte de traçabilité) : • entre 1 et 3 animaux	oui, si un animal ou deux animaux de sexe, de type racial ou de tranche d'âge différents, sans perte de traçabilité	immédiat	1 %
		non		3 %
		non		5 %
	Animaux de plus de 20 jours avec une boucle manquante ou illisible (ou deux boucles illisibles sans perte de traçabilité), sans que l'EDE n'ait été prévenu : • moins de 50 % des animaux et/ou moins de 3 animaux,	oui, si moins de 10 % des animaux et/ou moins de 3 animaux	immédiat	1 %
		non		3 %
		non		5 %
	• entre 4 et 10 animaux			
	• plus de 10 animaux			
	• 100 % des animaux et plus de 10 animaux			intentionnelle
	• entre 50 % et moins de 70 % des animaux et au moins 3 animaux,			
	• au moins 70 % des animaux et au moins 3 animaux			

**GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - « IDENTIFICATION ET ENREGISTREMENT DES BOVINS » (suite)**

Points de contrôle	Anomalies	Système d'avertissement précoce		Réduction
		Applicable ?	Délai de remise en conformité	
Marquage des animaux (suite)	Au moins deux animaux portant le même numéro sur chacune des 4 boucles.	non		5 %
	Marque de re-bouclage non posée par le détenteur dans les délais : <ul style="list-style-type: none"> <li>moins de 50 boucles,</li> <li>50 boucles ou plus.</li> </ul> (*) dans le cas particulier d'une anomalie pour laquelle la remise en conformité est concrètement impossible au regard de la nature de l'anomalie, les conditions de remise en conformité sont considérées remplies lorsque l'anomalie n'est pas constatée à nouveau en cas de nouveau contrôle réalisé au cours de l'une des deux années suivant l'année du constat initial	oui, si moins de 10 boucles  non	procédure particulière liée à une anomalie ne pouvant être remise en conformité (*)	1 %  3 %
	Marque de re-bouclage commandée pour un animal ne présentant aucun défaut d'identification.	oui	14 jours	1 %
	Marques auriculaires modifiées.	non		intentionnelle
	Incohérence entre deux marques et EDE non-prévenu : <ul style="list-style-type: none"> <li>entre 1 et 3 animaux,</li> <li>4 animaux ou plus.</li> </ul>	non non		1 % 3 %
	Bovin importé d'un pays tiers non-réidentifié par deux marques auriculaires dans les délais et EDE non-prévenu.	non		3 %
Notification des mouvements des animaux dans les délais et existence et validité du registre	Absence de notification de mouvement (ou de naissance) constatée le jour de l'annonce du contrôle alors que plus de 7 jours (27 jours pour les naissances) se sont écoulés depuis l'événement : <ul style="list-style-type: none"> <li>moins de 30 % des animaux et/ou moins de 3 animaux,</li> <li>entre 30 % et moins de 50 % des animaux et au moins 3 animaux,</li> <li>au moins 50 % des animaux et au moins 3 animaux ou registre des bovins inexistant ou non présenté ou non tenu au moment du contrôle.</li> </ul>	oui, si moins de 10 % des animaux et/ou moins de 3 animaux non non	immédiat	1 %  3 %  intentionnelle
	Dépassement du délai de notification de mouvement réglementaire (NB : vérification à compter du 1 <sup>er</sup> janvier de l'année en cours) : <ul style="list-style-type: none"> <li>moins de 30 % des notifications et/ou moins de 6 notifications réalisées hors délai,</li> <li>entre 30 % et moins de 60 % des notifications et au moins 6 notifications réalisées hors délai,</li> <li>au moins 60 % des notifications et au moins 6 notifications réalisées hors délai.</li> </ul> (*) dans le cas particulier d'une anomalie pour laquelle la remise en conformité est concrètement impossible au regard de la nature de l'anomalie, les conditions de remise en conformité sont considérées remplies lorsque l'anomalie n'est pas constatée à nouveau en cas de nouveau contrôle réalisé au cours de l'une des deux années suivant l'année du constat initial	oui, si moins de 6 notifications et / ou moins de 5 % des notifications  non non	procédure particulière liée à une anomalie ne pouvant être remise en conformité (*)	1 %  3 % 5 %

**GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - « IDENTIFICATION ET ENREGISTREMENT DES BOVINS » (suite)**

Points de contrôle	Anomalies	Système d'avertissement précoce		Réduction
		Applicable ?	Délai de remise en conformité	
Cohérence passeport /animal	Passeport présent mais animal physiquement absent (sauf animaux morts partis à l'équarrissage) : <ul style="list-style-type: none"> <li>moins de 50 % des animaux et/ou moins de 3 animaux,</li> <li>entre 50 % et moins de 70 % des animaux et au moins 3 animaux,</li> <li>au moins 70 % des animaux et au moins 3 animaux</li> </ul>	non non non		1 % 3 % 5 %
	Passeport absent mais animal physiquement présent (sauf édition ou réédition ou duplicata en cours) : <ul style="list-style-type: none"> <li>moins de 30 % des animaux et/ou moins de 3 animaux</li> <li>entre 30 % et moins de 70 % des animaux et au moins 3 animaux,</li> <li>au moins 70 % des animaux et au moins 3 animaux</li> </ul>	oui, si moins de 10 % des animaux et/ou moins de 3 animaux non non	1 mois	1 % 3 % 5 %
Données du passeport	Numéro d'identification ou autre information illisible sans demande de réédition : <ul style="list-style-type: none"> <li>moins de 30 % des animaux et/ou moins de 3 animaux,</li> <li>entre 30 % et moins de 70 % des animaux et au moins 3 animaux,</li> <li>au moins 70 % des animaux et au moins 3 animaux</li> </ul>	oui, si moins de 10 % des animaux et/ou moins de 3 animaux non non	1 mois	1% 3% 5%
	Incohérence entre les données du passeport et l'animal : <ul style="list-style-type: none"> <li>moins de 5 % des animaux</li> <li>au moins 5% des animaux</li> </ul>	oui non	1 mois	1% 3%
	Passeport manifestement modifié.	non		intentionnelle

## B] - L'identification des porcs

L'objectif du système d'identification porcine est la mise en place d'une traçabilité des flux entre sites d'élevage (au sein d'une même exploitation porcine) et entre différentes exploitations porcines.

Chaque détenteur de porcs doit se déclarer à l'EDE de son département afin que celui-ci lui attribue d'une part, un numéro d'exploitation du type 63-003-001 (ou conserve le même s'il en possède déjà un au titre de la présence sur l'exploitation d'animaux d'autres espèces) et d'autre part, un (ou des) numéro (s) de site du type FR 63ABC (correspondant au numéro dit de TVA).

Les animaux doivent être identifiés avant de quitter un site d'élevage. Le tatouage ainsi que les boucles jaunes doivent être d'un modèle agréé.

- Les animaux reproducteurs doivent être identifiés individuellement par tatouage aux oreilles ou par pose d'une boucle jaune avec un numéro individuel (n° du site de naissance + n° d'ordre). Cette identification sera conservée tout au long de la vie de l'animal. Cependant, les reproducteurs à destination de l'abattoir devront, complément de leur numéro individuel, être tatoués à l'épaule avec le numéro de leur dernier site de provenance.
- Les porcs qui quittent leur site de naissance ou leur site de post-sevrage pour être engraisés dans un autre site d'élevage (post-sevrage et/ou engraissement), doivent être identifiés par tatouage à l'oreille ou par pose d'une boucle jaune comportant le numéro du site de l'élevage naisseur. Par dérogation (décret du 26 décembre 2014 modifiant l'article D212-37 du code rural et de la pêche maritime), les porcs qui circulent entre deux sites d'élevage liés peuvent ne pas être identifiés à la sortie du premier site, dès lors que le lien est actif dans la base de données nationale de l'identification des porcs.

- Les porcs qui sont nés, élevés et engraisés sur le même site, devront être identifiés par un tatouage à l'épaule avant leur départ pour l'abattoir.

Lors de tout déplacement, les porcs doivent être accompagnés d'un document d'accompagnement ou d'un certificat sanitaire lorsqu'il s'agit d'animaux à destination ou en provenance d'un pays étranger. Ces documents doivent être conservés dans le registre pendant 5 ans.

Chaque détenteur doit tenir un registre des mouvements pour chacun des sites d'élevage de son exploitation. Tous les mouvements d'entrée et de sortie du site doivent y être consignés dans les 7 jours. Le registre peut être soit manuscrit soit sur support informatique. Il doit pouvoir être édité à la demande des organismes de contrôle. Le registre des mouvements doit être conservé sur chaque site pendant 5 ans.

### Que vérifie-t-on?

Les points de contrôle portent sur :

- la présence sur l'exploitation et la conformité du matériel de marquage,
- la tenue du registre.

Le registre comporte les documents d'accompagnement dûment complétés (documents de chargement et de déchargement, bons d'enlèvement des cadavres et certificats sanitaires) et les informations concernant la ré-identification des animaux importés. Le cas échéant, il comporte une attestation de sites liés enregistrée auprès de BD Porc, en lieu et place de la présence d'un matériel de marquage agréé.

Le document de chargement ou de déchargement est considéré complet s'il comporte les informations suivantes :

- n° immatriculation du camion ou nom du transporteur ;
- indicatif de marquage ;
- nombre d'animaux ;
- date du chargement ou déchargement.

### Conditions et délai de remise en conformité des anomalies prises en compte dans le cadre du système d'avertissement précoce

(Rappel : aucune réduction n'est appliquée pour ces anomalies, sauf en cas de nouveau contrôle réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial établissant l'absence de réalisation d'une action corrective dans les délais prescrits)

Lorsque la non-conformité « absence de matériel de marquage des animaux : 2 ou 3 animaux présents sur l'exploitation » est constatée, les conditions de remise en conformité seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, lorsque l'exploitant aura, dans un délai d'un mois maximum après le contrôle initial, acquis un matériel de marquage et transmis tout document probant au service de contrôle (facture...).

Lorsque la non-conformité « Absence partielle de documents de chargement ou de déchargement : entre 1 et 4 documents absents » est constatée, les conditions de remise en conformité immédiate seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième

contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, lorsque l'exploitant aura, en présence du contrôleur (lors du contrôle initial), rédigé sa partie (« chargement » ou « déchargement ») du document par la reprise des informations manquantes à l'aide du registre ou de tout document utile (facture,...).

Lorsque la non-conformité « Documents de chargement ou de déchargement incomplets : entre 1 et 9 documents ayant au moins une information manquante » est constatée, les conditions de remise en conformité immédiate seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, lorsque l'exploitant aura, en présence du contrôleur (lors du contrôle initial), repris les informations manquantes à l'aide du registre ou de tout document utile (facture,...) ou à défaut sur la base d'une déclaration de l'éleveur pour l'information « n° immatriculation ou nom du transporteur ».

## GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - « IDENTIFICATION ET ENREGISTREMENT DES PORCINS »

Points de contrôle	Anomalies	Système d'avertissement précoce		Réduction
		Applicable ?	Délai de remise en conformité	
Présence du matériel de marquage dans l'exploitation	Absence de matériel de marquage des animaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 ou 3 animaux présents sur l'exploitation</li> <li>• au moins 4 animaux présents sur l'exploitation</li> </ul>	oui non	1 mois	1 % 5 %
Agrément du matériel de marquage	Matériel utilisé (matériel de tatouage ou ensemble boucles/pince) non agréé ou mode de marquage non-conforme.	non		3 %
Documents de chargement et de déchargement	Absence de documents de chargement ou de déchargement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• absence partielle</li> <li>• absence totale</li> </ul>	oui, si entre 1 et 4 documents absents non	immédiat	1 % 3 %
	Documents de chargement ou de déchargement incomplets.	oui, si entre 1 et 9 documents ayant au moins une information manquante	immédiat	1 %
Certificats sanitaires	Absence sur 12 mois de certificats sanitaires pour les animaux introduits en provenance d'autres pays.	non		3 %
Indications relatives à la réidentification des animaux importés de pays tiers	Absence d'information indiquant le lien entre l'identification d'origine et la nouvelle identification (site de placement pour les animaux d'engraissement, lien entre l'identification d'origine et celle apposée dans l'élevage contrôlé).	non		3 %

### Cj - L'identification des ovins et des caprins

L'objectif de l'identification des ovins et caprins est la mise en place d'une traçabilité permettant la gestion des maladies contagieuses de type fièvre aphteuse et des encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST). Les priorités sont la traçabilité de l'exploitation de naissance et le suivi des flux d'animaux entre les exploitations.

Les règles à respecter au titre de la conditionnalité concernent tous les animaux. Toutefois, elles peuvent varier en fonction de la date de naissance des animaux.

Ces règles sont organisées en trois grands thèmes :

l'identification individuelle des animaux avec :

- pour les animaux nés avant juillet 2005, la présence d'un repère auriculaire agréé de couleur saumon portant le numéro officiel,

- pour les animaux nés à partir de juillet 2005, l'apposition dans un délai de six mois après la naissance et en tout état de cause avant le départ de l'exploitation de naissance, d'un ou deux repères d'identification agréés portant le numéro officiel, en fonction du type d'animal et sachant que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, ces animaux sont obligatoirement identifiés électroniquement ;

la bonne tenue du registre avec :

- la réalisation du recensement annuel ;
- l'enregistrement de la date d'identification de chaque animal né à partir de juillet 2005 et, le cas échéant, de la date de pose des repères de remplacement ;
- la conservation des documents de circulation dûment complétés pour les animaux ayant quitté l'exploitation et pour ceux arrivés dans l'exploitation ;

la bonne réalisation des notifications de mouvement.

### Que vérifie-t-on?

Lors du contrôle sur place, il est vérifié la conformité de l'identification des animaux aux règles en vigueur, selon leur âge, leur espèce et leur pays d'origine.

Il est entendu par absence totale d'éléments d'identification l'absence totale de moyens d'identification, que ce soit boucle, tatouage ou marque au pâturon sur des animaux visiblement âgés de plus de 6 mois ou provenant d'une autre exploitation.

Il est entendu par identification non-conforme la présence d'animaux visiblement âgés de plus de 6 mois ou provenant d'une autre exploitation sur lesquels sont apposés un ou des moyens d'identification, mais dont l'identification ne respecte pas la réglementation (en raison d'un repère manquant, non agréé, illisible, non électronique, d'une absence de réidentification des animaux nés dans un autre pays qu'en France ...).

### La tenue du registre d'identification

Le registre doit contenir :

- un double du recensement annuel à jour transmis à l'EDE,
- un document dûment complété faisant état de la pose des repères d'identification,
- les documents de circulation dûment complétés pour tout mouvement d'animaux, ce qui permet de garder la trace des flux entre les différentes exploitations.

L'échéance réglementaire de transmission du recensement annuel à l'EDE est fixée au 31 mars. En cas de contrôle antérieur au 1<sup>er</sup> avril au cours duquel la non transmission du recensement de l'année serait constatée, il ne sera pas retenu de non conformité en présence du recensement annuel de l'année précédente.

Le document faisant état de la pose des repères doit contenir les informations suivantes :

- le numéro national d'identification du repère
- la date de pose du premier repère ou date de naissance
- l'année de naissance de l'animal
- la date de pose du deuxième repère (le cas échéant)
- la date de remplacement par un repère provisoire (boucle rouge) en cas de perte d'un repère électronique
- la date de remplacement à l'identique pour les animaux non dérogatoires ou la date de pose d'un nouveau repère pour les animaux dérogatoires.

NB : Le format de document est libre (par exemple la liste des repères livrés, le "carnet d'agnelage" ou "le carnet de naissance"), pour autant qu'il contienne les informations requises.

Le contrôle de la complétude des documents de circulation portera sur la présence d'au moins une information réglementaire sur chacune des cinq catégories d'information suivantes : détenteur de départ, détenteur d'arrivée, transporteur, nombre d'animaux, codes d'identification des animaux.

Concernant plus particulièrement la catégorie relative aux codes d'identification des animaux, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, le document de circulation doit contenir la liste des numéros d'identification des animaux et/ou l'indicatif de marquage et le nombre correspondant des animaux dérogatoires (agneaux / chevreaux de boucherie) en mouvement. Le renseignement de cette catégorie d'informations sera prise en compte dans le contrôle pour les documents de circulation établis à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours. Il est précisé que le contrôle ne consiste pas à vérifier l'exhaustivité de la liste de numéros individuels et/ou du nombre d'animaux dérogatoires mentionnés. Il sera vérifié qu'au moins un numéro d'identification ou un indicatif de marquage des animaux dérogatoires (agneaux / chevreaux de boucherie) est renseigné.

### La réalisation des notifications de mouvement par lot

L'éleveur doit notifier directement à l'EDE ou via un délégataire, dans un délai maximum de 7 jours, tous les mouvements d'entrée ou de sortie d'animaux de son exploitation.

### Conditions et délai de remise en conformité des anomalies prises en compte dans le cadre du système d'avertissement précoce

*(rappel : aucune réduction n'est appliquée pour ces anomalies, sauf en cas de nouveau contrôle réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial établissant l'absence de réalisation d'une action corrective.*

Lorsque la non conformité « Absence totale d'éléments d'identification pour 1 à 3 animaux et/ou au plus 1 % des animaux » est constatée, la remise en conformité est possible si et seulement si :

- les animaux concernés ont déjà été identifiés (le contrôleur vérifiera la présence de trous ou déchirures aux oreilles qui mettent en évidence la pose d'éléments d'identification),

ET

- la traçabilité (numéro d'identification de l'animal ou numéro de l'exploitation de naissance) peut être établie à partir des éléments du registre.

Dans le cas où ces 2 conditions seraient remplies, dans le cadre d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, les conditions de remise en conformité immédiate de cette non-conformité seront considérées remplies lorsque, en présence du contrôleur (lors du contrôle initial), l'éleveur aura commandé auprès de l'EdE (par informatique, par fax, par téléphone ou par un courrier timbré remis au contrôleur) les repères de remplacement à l'identique ou aura procédé à la pose de 2 repères de remplacement à l'identique.

Lorsque la non conformité « Identification non conforme pour 1 à 3 animaux et/ou moins de 15 % des animaux » est constatée, les conditions de remise en conformité immédiate seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, lorsque, en présence du contrôleur (lors du contrôle initial) :

- dans le cas d'un animal ne présentant qu'une boucle jaune lisible (ou une bague au pâturon), dont l'âge est de plus de 12 mois ou dont l'âge est compris entre 6 et 12 mois (ou provenant d'une autre exploitation) non destiné à la boucherie :
  - l'exploitant aura posé un repère de remplacement à l'identique,
  - ou l'exploitant aura posé le deuxième repère (dans le cas d'un 2<sup>ème</sup> repère n'ayant jamais été posé),
  - ou l'exploitant aura posé une boucle de remplacement provisoire rouge sur laquelle il reporte manuellement le numéro de l'animal,
  - ou l'exploitant aura commandé (par informatique, par fax, par téléphone ou par un courrier timbré remis au contrôleur) un repère de remplacement à l'identique ;
- dans le cas d'un animal né à partir de juillet 2005 âgé de plus de 6 mois (ou provenant d'une autre exploitation) et non identifié électroniquement, l'exploitant aura commandé (par informatique, par fax, par téléphone ou par un courrier timbré remis au contrôleur) un repère électronique auprès de l'EDE ;
- dans le cas d'un animal ne présentant qu'une (ou deux) boucle rouge de remplacement provisoire et en l'absence d'un autre repère agréé, l'exploitant aura commandé (par informatique, par fax, par téléphone ou par un courrier timbré remis au contrôleur) une paire de repère de remplacement à l'identique.

Lorsque la non conformité « Absence d'un document de recensement annuel à jour : recensement présent à l'EdE, absent du registre » est constatée, la remise en conformité est possible uniquement dans le cas où l'éleveur a envoyé le document à l'EdE avant le préavis de contrôle (ou la date du contrôle en cas de contrôle inopiné). Les conditions de remise en conformité immédiate seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, lorsque l'exploitant aura, en présence du contrôleur (lors du contrôle initial), rempli un double du recensement en reprenant les éléments présents en BDNI ou transmis par téléphone par l'EdE.

Lorsque la non conformité « Document faisant état de la pose des repères d'identification incomplet » est constatée, en cas d'absence d'enregistrement de la date de pose de repères lors de la première identification de l'animal, d'un repère de remplacement à l'identique, d'un repère de remplacement provisoire rouge en cas de remplacement d'un repère électronique ou de l'année de naissance, les conditions de remise en conformité immédiate seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, lorsque l'exploitant aura, en présence du contrôleur (lors du contrôle initial), reporté sur le document de pose une date de pose (déclarative de la part de l'éleveur) jugée plausible par le contrôleur.

Lorsque la non conformité « Absence partielle de documents de circulation : entre 1 et 4 documents de circulation absents » est constatée, les conditions de remise en conformité immédiate seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, lorsque l'exploitant aura, en présence du contrôleur (lors du contrôle initial), rédigé un document de circulation en remplissant sa « catégorie » détenteur, avec des éléments tangibles tels que des documents commerciaux ou la notification du mouvement faite en BDNI, permettant de prouver qu'il y a eu une ou plusieurs entrées/sorties d'animaux sans qu'un document de circulation ne corresponde.

Lorsque la non conformité « Documents de circulation incomplets : entre 1 et 9 documents de circulation ayant au moins une catégorie d'informations manquante » est constatée, les conditions de remise en conformité immédiate seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, lorsque l'exploitant aura, en présence du contrôleur (lors du contrôle initial), renseigné les informations manquantes sur la base de tout document justificatif (facture...).

Lorsque la non conformité « Absence partielle de notification de mouvement constatée pour tout mouvement réalisé entre le 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours et le jour du contrôle alors que plus de 7 jours se sont écoulés depuis l'événement : entre 1 et 4 notifications absentes » est constatée, les conditions de remise en conformité immédiate seront considérées remplies, dans le cadre d'une vérification lors d'un deuxième contrôle (non systématique) réalisé avant le 31 décembre de la deuxième année suivant l'année du contrôle initial, lorsque l'exploitant aura, en présence du contrôleur (lors du contrôle initial), procédé (par voie informatique, par fax, par téléphone à l'EdE ou par courrier timbré remis au contrôleur) aux notifications des mouvements manquantes auprès de l'EdE à l'aide de tout document utile (registre, documents commerciaux...). Dans le cas d'un délégant, il pourra avoir apporté la preuve (accusé de réception) de la notification par le délégataire ; en cas d'impossibilité de joindre le délégataire, le délégant pourra avoir réalisé la notification par ses propres moyens.

#### GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - « IDENTIFICATION ET ENREGISTREMENT DES OVINS-CAPRINS »

Points de contrôle	Anomalies	Système d'avertissement précoce		Réduction
		Applicable ?	Délai de remise en conformité	
Identification individuelle des animaux de plus de 6 mois	Absence totale d'élément d'identification : • entre 1 et 14 animaux et/ou au plus 1 % des animaux,	oui, si entre 1 et 3 animaux et/ou au plus 1% des animaux (sous réserve du maintien de la traçabilité)	immédiat	1 %
	• entre 15 et 49 animaux et plus de 1 % des animaux, • au moins 50 animaux et plus de 1 % des animaux.	non non		3 % intentionnelle
	Identification non conforme : • entre 1 et 3 animaux et/ou moins de 30 % des animaux,  • plus de 3 animaux et entre 30 % et moins de 70 % des animaux, • plus de 3 animaux et au moins 70 % des animaux.	oui, si entre 1 et 3 animaux et/ou moins de 15% des animaux non non	immédiat	1 % 3 % 5 %
Recensement annuel	Absence d'un document de recensement annuel à jour : • recensement présent à l'EdE, absent du registre, • recensement non transmis à l'EdE	oui non	immédiat	1 % 3 %
Document faisant état de la pose des repères d'identification	Document faisant état de la pose des repères d'identification incomplet	oui	immédiat	1 %
	Absence totale d'un document faisant état de la pose des repères d'identification	non		3 %
Documents de circulation	Documents de circulation incomplets (au moins une catégorie d'informations manquante).	oui, si entre 1 et 9 documents de circulation ayant au moins une catégorie d'informations manquante	immédiat	1 %
<p><i>Nota : la vérification de la catégorie relative aux indicatifs de marquage des animaux dérogatoires et le nombre d'animaux par indicatif (agneaux / chevreaux de boucherie) et aux numéros nationaux d'identification complets des animaux (reproducteurs et animaux de réforme) porte sur une période allant du 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours au jour du contrôle.</i></p>				

**GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - « IDENTIFICATION ET ENREGISTREMENT DES OVINS-CAPRINS » (suite)**

Points de contrôle	Anomalies	Système d'avertissement précoce		Réduction
		Applicable ?	Délai de remise en conformité	
Documents de circulation (suite)	Absence de documents de circulation : • absence partielle	oui, si entre 1 et 4 documents de circulation absents	immédiat	1 %
	• absence totale	non		3 %
Registre d'identification	Absence cumulée d'éléments composant le registre par constat des trois non-conformités : • document de recensement annuel non transmis à l'EdE et absent, <b>ET</b> • absence totale de document de circulation, <b>ET</b> • absence totale d'un document de pose des repères d'identification.	non		intentionnelle
Notifications de mouvement par lot	Absence totale de notification de mouvement	non		3 %
	Absence partielle de notification de mouvement constatée pour tout mouvement réalisé entre le 1 <sup>er</sup> janvier de l'année en cours et le jour du contrôle alors que plus de 7 jours se sont écoulés depuis l'événement.	oui, si entre 1 et 4 notifications absentes	immédiat	1 %